

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 NOVEMBRE 2019

MEMBRES PRESENTS : 9

Mmes N. Aubin, H. Fossat, N. Zekryty, Mrs. R. Billot, F. Bouyssou, JM Duleau, R Godfroy, JL Pion, JP Landa,

MEMBRES ABSENTS : 2

Excusée 1 : L. Bouyou (pouvoir JP Landa), Non Excusée : C. Vignaud

SECRETAIRE DE SEANCE : Nadia Zekryty

- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 OCTOBRE 2019

Monsieur Pion fait part de remarques concernant la modification du PLUI. Il s'étonne qu'une demande de modification du PLUI ait été demandée sans avis du conseil municipal.

Nathalie Aubin répond que dans le cadre de l'enquête publique, les modifications devaient être adressées avant le 3 octobre à la communauté des communes.

Elle précise qu'il n'y avait pas obligation de délibérer. Elle avait prévu d'en parler lors du conseil du 26 septembre qui n'a pu se tenir faute de quorum.

Votants	10	9+1 pouvoir
Pour	5	
Contre	2	JP Landa pour lui-même et L Bouyou dont il a le pouvoir
Abstention	3	F Bouyssou, R. Godfroy, JL. Pion

Le compte rendu est approuvé.

DECISIONS DE MME LA MAIRE depuis le 15/07/2019

16/07/2019	2019-34	Arrêté du règlement du cimetière communal
09/08/2019	2019-35	Arrêté autorisant la circulation à un camion de plus de 19 T sur la VC 5 pour le déménagement d'un particulier à Gréteau
22/08/2019	2019-36	Nomination Maeëlick POUHAER-MARTIN Adjoint administratif stagiaire
06/09/2019	2019-37	Arrêté réglementant la circulation sur la RD 239 et le stationnement au Grd Chemin 6 /10/2019 vide grenier Amicale Parents élèves du SRPI
03/09/2019	2019-38	Délégation Officier de l'Etat Civil M Duleau 14/09/2019
01/09/2019	2019-39	Recrutement de Mme Richard en qualité de contractuelle pour le remplacement de Mme Lalyman
11/10/2019	2019-40	Arrêt maladie ordinaire ML Plana
25/10/2019	2019-41	Nettoyage fil de l'eau réglementation circulation et stationnement RD 239 nord
26/10/2019	2019-42	prolongation arrêt travail ML Plana
31/10/2019	2019-43	Inspection télévisée Cana Asst VC1 réglementation circulation
31/10/2019	2019-44	Travaux branchement AEP EU Pourquet réglementation RD239 sud
04/11/2019	2019-45	réglementation circulation CR23 risque effondrement
04/11/2019	2019-46	réglementation circulation VC8 câble gênant la circulation
12/11/2019	2019-47	limitation tonnage VC17
12/11/2019	2019-48	limitation tonnage VC16

PROJET D'HABITAT PARTICIPATIF AVEC LE COL :

- 2019-11-58 : - RECTIFICATION DE L'ASSIETTE FONCIERE CEDEE AU COL

Madame La Maire, suspend la séance et donne la parole à Monsieur Loot, Assistant à maîtrise d'ouvrage afin qu'il explique les différentes décisions à prendre concernant le projet d'habitat participatif avec le COL. Il expose et explique les faits qui conduisent à la nécessité de prendre de nouvelles délibérations successives essentielles à l'aboutissement du projet.

Après la présentation de Monsieur Loot, Madame La Maire reprend la séance et demande aux membres du conseil municipal de formuler leurs remarques ou interrogations.

Jean-Luc Pion regrette que les conseillers n'aient pas été consultés pour le choix de l'emplacement de la voirie.

Nathalie Aubin lui fait remarquer qu'il était présent aux différentes réunions et que certains riverains avec son appui ne souhaitaient pas voir passer la route par Bergueil.

Elle rappelle que l'avis des enseignants, et des parents d'élèves a également été sollicité. Il en est revenu que le passage devant l'école n'était pas judicieux pour des questions de sécurité.

Jean-Luc Pion propose de passer par Bergueil. Roger Godfroy ajoute qu'il y a eu, il y a longtemps, un projet de voirie empiétant sur une parcelle d'un propriétaire à Bergueil.

Francis Bouyssou regrette qu'il n'y ait pas de trottoir dans le projet présenté.

Nathalie Aubin indique que cette voie est une voie partagée non traversante avec une faible circulation bordée par des plantations. Elle ajoute qu'une voie douce au niveau de l'éco-hameau permettra le passage des enfants en toute sécurité.

Huguette Fossat dit que les enfants seront en sécurité puisque la voie ne sera empruntée que par les habitants de l'éco-hameau .

Jean-Luc Pion répond qu'il y aura également les visiteurs et s'interroge sur la sécurité incendie.

Nathalie Aubin indique que la sécurité incendie a été étudiée et prise en compte dans le projet par l'architecte.

Romain Billot regrette que l'opposition ne fasse que des critiques et peu de contre-propositions pouvant faire avancer les dossiers.

Jean-Luc pion fait part d'une remarque des services de l'Etat sur le PLUI relative à la saturation de la STEP.

Nathalie Aubin précise que ce sujet est en cours d'étude avec le cabinet Advice.

Michel Duleau demande si le projet de voirie est arrêté. Nathalie Aubin répond que c'est un pré-projet et que l'esquisse du projet définitif sera confiée à un bureau d'étude.

Francis Bouyssou s'interroge sur le devenir du terrain de pétanque.

Nathalie Aubin dit que tout l'espace public devra faire l'objet d'un réaménagement.

Après ces échanges, Madame La Maire propose de passer au vote.

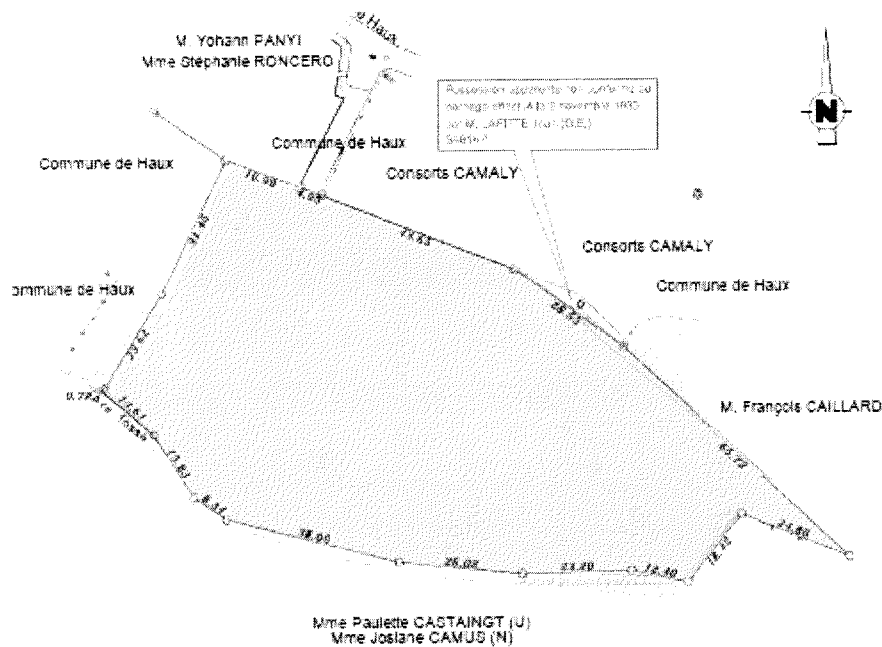
Monsieur Landa demande un vote à bulletins secrets ainsi que Mrs Pion, Bouyssou et Godfroy. A la demande de La maire il ne souhaite pas en donner les raisons.

Délibération

Rappel :

Il est ici rappelé qu'en date du **16 mai 2019**, la commune a délibéré et a approuvé la cession à la SCIC HLM LE COL, domiciliée sur Anglet, d'un terrain communal au lieudit Le Grand Chemin, cadastré section AE numéros 193, 194 b pour une surface de 7953 m² pouvant s'étendre sur 9000 m² maximum sur les parcelles 194 a et 195 à l'effet que le COL y réalise une opération d'habitat participatif en accession sociale et locatif social pour 22 logements pour une SDP d'environ 1650 m² pour un prix de vente de 120€/m² SDP pour un prix plancher minimum de 198 000€.

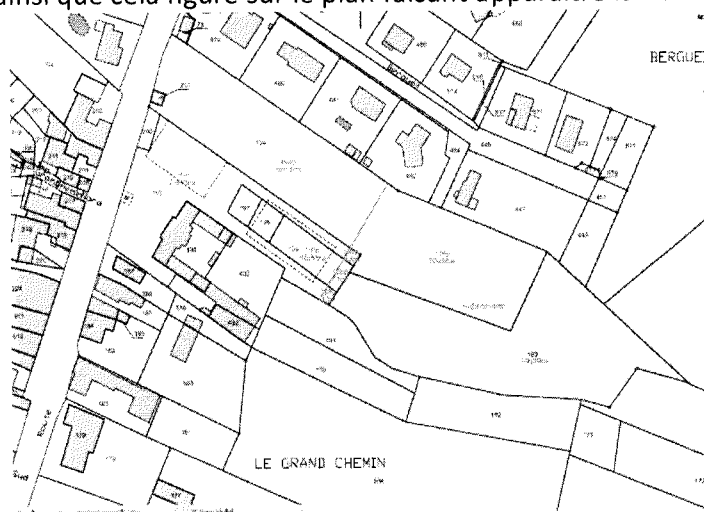
L'assiette foncière figurée en rose comme suit :



Or, le projet du COL a suscité une modification de l'assiette foncière une fois le travail de conception du projet affiné avec le cabinet d'architecte du COL.

Il avait été convenu lors du conseil municipal du 16 mai 2019 que le terrain d'assiette du projet pris sur l'ensemble du ténement foncier appartenant à la commune d'Haux, lieudit Le Grand Chemin porterait sur les parcelles 193, 194 b pour une surface de 7953 m² et que cette assiette pouvait s'étendre sur les parcelles 194 a et 195 pour une surface globale maximum de 9000 m².

Or, il apparaît nécessaire d'inclure partie de 199 p pour 62 m² (30 m² d'une part et 32 m² de l'autre) ainsi que 71 m² sur 195 p ainsi que cela figure sur le plan faisant apparaître la nouvelle emprise ci-dessous :



Ainsi, les parcelles suivantes deviendraient la nouvelle assiette du projet du COL, objet de la cession par la commune d'Haux à son profit et portant sur les parcelles cadastrées section AE 193 (5030m²), AE 194p(3058m²), AE 199 p (62 m² -30 m² d'une part et 32 m² de l'autre) AE 195 p (71 m²) sur 195 p pour une contenance globale de 8221 m².

L'assiette foncière globale de la cession reste inférieure à 9000 m² comme précisé lors de la séance du Conseil municipal précédent.

Madame La Maire propose aux membres du conseil municipal

D'approuver la rectification de l'assiette foncière cédée au COL conformément au plan visé et annexé à la présente délibération et portant sur les parcelles AE 193 (5030m²), AE 194p (3058m²), AE 199 p (62 m² -30 m² d'une part et 32 m² de l'autre) AE 195 p (71 m²) pour une contenance globale de 8221 m².

Toutes les conditions y compris financières de la cession au COL listées dans la séance du conseil municipal du 16.05.19 restent inchangées.

De l'autoriser, ou son représentant, à signer tous les actes et documents nécessaires devant intervenir à cet effet,

A la demande de monsieur Landa et de plus du quart des élus présents, le vote a lieu à bulletins secrets

Compte tenu des résultats du vote,

La rectification de l'assiette foncière cédée au COL n'est pas validée et aucune autorisation n'est donnée pour signer les actes ou documents nécessaires à cet effet.

votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-58
Pour	5		
Contre	5		
Abstention	0		

- 2019-11-59 : - CRÉATION D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Madame La Maire rappelle que le projet de la création d'un « Eco hameau » verra le jour par la création d'un ensemble de 23 habitations en construction participative sur le terrain situé à proximité de l'école.

Pour la réalisation de cette opération, portée par « Le COL » (Coopérative Ouvrière de Logement), la commune de Haux cèdera un terrain de 8 221 m² situé en deuxième façade de la RD239.

Afin de désenclaver cette emprise et de viabiliser le terrain, il est nécessaire de créer une nouvelle voie d'accès plutôt que d'intensifier la circulation de la route du lotissement de Bergueil. (Cf. Plan programme en annexe).

Cette voie étant publique, les travaux relèvent de la compétence communale.

Elle précise comme indiqué par la note transmise avec la convocation au conseil municipal que la voirie à créer sera une voie à circulation partagée, sans issue, à double sens et débouchera sur l'aire de stationnement de l'écohameau.

Elle ajoute qu'en agglomération il n'y a pas de prescriptions particulières émanant du Centre Routier Départemental.

Madame La Maire propose aux membres du conseil municipal

D'approuver la décision de création de la voie communale selon le descriptif annexé à la présente délibération,

De l'autoriser, ou son représentant, à signer tous les actes et documents nécessaires devant intervenir à cet effet,

A la demande de monsieur Landa et de plus du quart des élus présents, le vote a lieu à bulletins secrets

Compte tenu des résultats du vote, la création de la voirie n'est pas validée et aucune autorisation n'est donnée pour signer les actes ou documents nécessaires à cet effet.

votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-59
Pour	5		
Contre	5		
Abstention	0		

- 2019-11-60 - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIETE HLM LE COL

Madame La Maire présente une convention de projet urbain partenarial avec la société HLM Le COL annexée à la présente délibération.

A la demande de monsieur Landa et de plus du quart des élus présents, le vote a lieu à bulletins secrets

votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-60
Pour	5		
Contre	5		
Abstention	0		

Les délibérations 2019-11-58 et 2019-11-59 n'ayant pas été approuvées, le conseil municipal n'autorise pas la Maire à signer cette convention.

- 2019-11-61 : - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE D'HAUX ET LE COL

Madame La Maire présente une convention de groupement de commande avec la société HLM Le COL annexée à la présente délibération.

A la demande de monsieur Landa et de plus du quart des élus présents, le vote a lieu à bulletins secrets

votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-61
Pour	5		
Contre	5		
Abstention	0		

Les délibérations 2019-11-58 et 2019-11-59 n'ayant pas été approuvées, le conseil municipal n'autorise pas la Maire à signer cette convention.

2019-11-62 : - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE D'HAUX ET LE COL

Madame La Maire présente un projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune et la société HLM Le COL annexée à la présente délibération.

A la demande de monsieur Landa et de plus du quart des élus présents, le vote a lieu à bulletins secrets

votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-62
Pour	5		
Contre	5		
Abstention	0		

Les délibérations 2019-11-58 et 2019-11-59 n'ayant pas été approuvées, le conseil municipal n'autorise pas la Maire à signer cette convention.

2019-11-63 : - PROJET DE SALLE CULTURELLE

Délibération

Madame La Maire rappelle que la commune a engagé depuis 2012 une réflexion autour de la création d'une salle culturelle. Une étude sur les besoins du territoire a été commandée à l'agence AVEC en 2012. Suite à cette étude, une mission est confiée à Pierre Guillot, architecte programmiste afin de rédiger le programme d'une salle communale (activités associatives, réunions, mariages...) avec une vocation intercommunale (accueil permanent du Jeune Orchestre Symphonique de l'Entre deux Mers) et d'en évaluer le cout.

Le 30 aout 2018, le conseil municipal a validé le préprogramme général (délibération N°2018/08/35)

6 réunions publiques concomitantes au projet d'habitat participatif ont eu lieu d'octobre 2018 à janvier 2019.

Le 16 mai 2019, le conseil municipal a validé le programme définitif détaillé, et autorisé Mme La Maire à lancer la consultation en 2 tours pour le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre. (Délibération N°2019/05/27)
Les projets des 3 équipes retenues à l'issue du 1^{er} tour ont été mis à disposition du public du 2 au 12 octobre.

Un pré classement des projets a été effectué par la commission du 1^{er} octobre 2019 :

- 1- Agence DM
- 2- Agence Metaphore
- 3- Agence DL et associés

Le conseil municipal ne souhaite pas se prononcer sur le choix d'une maîtrise d'œuvre.

Parallèlement à ce travail, la commune a demandé à Gironde Ressource (Conseil Départemental de la Gironde) d'effectuer un diagnostic et une prospective du budget communal afin d'évaluer la faisabilité du projet à partir des dernières estimations. Ce travail a été présenté à l'ensemble des élus le jeudi 24 octobre 2019.

On constate à ce jour :

- La baisse régulière des dotations de l'état
- Que le conflit entre la commune et le Syndicat des Eaux de Langoiran n'est toujours pas résolu
- Que si l'issue de ce conflit s'avérait défavorable à la commune, cette dernière devrait payer sa dette
- Que la totalité des aménagements autour de la salle culturelle n'ait pas été prise en compte dans l'estimation faite par l'architecte programmiste
- Que l'aménagement de l'espace public est prioritaire à la réalisation de cette salle

Pour toutes ces raisons, Mme la Maire propose au conseil municipal :

- de ne pas entériner le choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre
- de régler les sommes dues aux 3 équipes qui ont réalisé les esquisses (sommes inscrites au budget)
- de suspendre le projet de salle culturelle
- de poursuivre le travail sur l'aménagement de l'espace public sur ce terrain

Après délibération, les membres du conseil municipal décident

- de ne pas entériner le choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre
- de régler les sommes dues aux 3 équipes qui ont réalisé les esquisses (sommes inscrites au budget)
- de suspendre le projet de salle culturelle
- de poursuivre le travail sur l'aménagement de l'espace public sur ce terrain

Des courriers seront adressés à la Communauté des Communes du Créonnais et au JOSEM et au 3 lauréats afin de les informer de cette décision.

Votants	10	9+ 1 pouvoir	Délibération 2019-11-63
Pour	5		
Contre	5	JP Landa pour lui-même et L Bouyou dont il a le pouvoir F Bouyssou, R. Godfroy, JL. Pion préférerait annuler le projet	
Abstention	0		

En cas d'égalité des votes, la voix de La Maire est prépondérante.

Les 5 élus votent contre car préfèrent annuler le projet

TRAVAUX AEP :

- 2019-11-64 : - DECISION MODIFICATIVE M14 VERSEMENT VERS LA M49

Romain Billot, adjoint informe des travaux de remplacement de la canalisation en fonte au Grand Chemin. Francis Bouyssou demande si la canalisation va passer sous les arbres le long de la RD 239 et s'interroge sur les risques avec les racines des arbres.

Nathalie Aubin répond que le maître d'œuvre a bien pris en compte cette question et que ça ne pose pas de problème.

Délibération

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que

- les travaux de remplacement de la canalisation AEP sur la RD 239 prévus au budget primitif 2019 ont fait l'objet d'un appel d'offre. Les dépenses d'investissements prévues au budget ont été équilibrées en partie par des recettes d'emprunts.
- deux reprises de branchements d'abonnés sont nécessaires pour un montant respectif de 1812 et 1968 €. Il s'agit de dépenses de fonctionnement.

Le montant des travaux concernant la canalisation AEP de la RD239 s'élèvent à 70073 € TTC.

Mme La Maire propose de faire un versement complémentaire de la M14 vers la M49 pour un montant de 13 000 € afin de ne pas recourir à l'emprunt pour les travaux d'investissement sur le budget annexe. Cette décision modificative peut se résumer selon les écritures suivantes :

Désignation	Diminution sur crédits	Augmentation sur crédits
	ouverts	ouverts
D 022 : Dépenses imprévues fonctionnemen	13 000,00 €	
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	13 000,00 €	
D 65734 : Communes		13 000,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges gestion courante		13 000,00 €

Après délibération, les membres du conseil approuvent la décision modificative

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-64
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-11-65 : - DECISION MODIFICATIVE M49 TRAVAUX AEP

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que

- les travaux de remplacement de la canalisation AEP sur la RD 239 prévus au budget primitif 2019 ont fait l'objet d'un appel d'offre. Les dépenses d'investissements prévues au budget ont été équilibrées en partie par des recettes d'emprunts.
- deux reprises de branchements d'abonnés sont nécessaires pour un montant respectif de 1812 et 1968 €. Il s'agit de dépenses de fonctionnement.

Le montant des travaux concernant la canalisation AEP de la RD239 s'élèvent à 70073 € TTC.

Mme La Maire propose de ne pas recourir à l'emprunt pour les travaux d'investissement mais de modifier le budget M49 en prenant compte du versement complémentaire de la M14 vers la M49 pour un montant de 13 000 €. Cette modification budgétaire peut se résumer selon les écritures suivantes :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D 61523 : Réseaux	1 000,00 €			
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	1 000,00 €			
D 022 : Dépenses imprévues (fonct.)	6 000,00 €			
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	6 000,00 €			
D 023 : Virement à section investis.		20 000,00 €		
TOTAL D 023 : Virement à la sect* d'investis.		20 000,00 €		
R 774 : Subventions exceptionnelles				13 000,00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels				13 000,00 €
Total	7 000,00 €	20 000,00 €		13 000,00 €
INVESTISSEMENT				
R 021 : Virement section exploitation				20 000,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.				20 000,00 €
R 1641 : Emprunts en euros			20 000,00 €	
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées			20 000,00 €	
Total			20 000,00 €	20 000,00 €
Total Général		13 000,00 €		13 000,00 €

Après délibération, les membres du conseil approuvent la décision modificative

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-65
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-11-66 – DELIBERATION PRECISANT L'ARTICLE 5 DES DELIBERATIONS 2016-10-50 ET 2017-03-08 CONCERNANT LE MAINTIEN DES PRIMES DES AGENTS EN CAS D'ABSENCE

Madame La Maire rappelle que conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1988 modifiée, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer les régimes indemnitaires applicables à ses agents dans la limite de ceux dont bénéficient les fonctionnaires d'Etat.

Cette délibération peut, notamment, indiquer les critères et conditions de modulation des primes et indemnités en cas de temps partiel thérapeutique ou de congés pour indisponibilité physique.

Madame La Maire précise que par délibérations 2016-10-50 et 2017-03-08, il a été décidé de la mise en place du régime indemnitaires RIFSEEP tenant en compte des fonctions, des sujétions et d'expertise (IFSE) et du complément indemnitaire annuel (CIA) des agents des services administratifs, du patrimoine et techniques.

Ces délibérations prévoient en leur article 5 les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE mais ne précisent pas le sort des indemnités en cas de maladie ordinaire ou de reprise à mi-temps-thérapeutique.

Madame La Maire propose donc de compléter les délibérations 2016-10-50 et 2017-03-08 en leurs articles 5 de la façon suivante :

- En cas de maladie ordinaire non imputable au service, l'indemnité est maintenue comme le salaire durant les trois premiers mois.
- En cas de mi-temps thérapeutique non imputable au service, l'indemnité est modulée au prorata de la durée effective de service.
- En cas de mi-temps thérapeutique pour maladie professionnelle, l'indemnité suivra le sort du traitement.

Après délibération, les membres du conseil municipal approuvent les modifications ci-dessus relatives au régime indemnitaire.

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-66
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	2	F. Bouyssou, J.L.Pion	

2019-11-67 : - DELIBERATION AUTORISANT LA CESSION DES BUREAUX DE CLASSE

Madame La Maire informe les membres du conseil que le projet de transformation des anciens bureaux de classes en table ne peut aboutir.

16 bureaux sont actuellement stockés au garage municipal, elle propose de les mettre en vente au tarif de 20€ unitaires.

Après délibération, les membres du conseil municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés

- autorisent la vente des anciens bureaux de classe
- fixent le tarif unitaire à 20€.

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-67
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

2019-11-68 : - APPROBATION DE L'ADHESION DES COMMUNES DE SAINT GENES DE LOMBAUD ET DE SADIRAC A LA COMPETENCE A « EAU POTABLE » DU SIAEPA DE LA REGION DE BONNETAN ET DE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SIAEPA DE LA REGION DE BONNETAN

Vu la délibération du SIAEPA de Bonnetan n° 44-2019 du 19 septembre 2019 ;

Vu le projet de nouveaux statuts du SIAEPA de la Région de Bonnetan ;

Entendu les propos de Madame La Maire et après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés

- Acceptent l'adhésion des communes de Saint Genes de Lombaud et Sadirac à la compétence A « Eau Potable » du SIAEPA de la Région de Bonnetan

- Acceptent les modifications apportées aux statuts du SIAEPA de la Région de Bonnetan.

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-68
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

2019-11-69 : - DELIBERATION PORTANT RENOUVELLEMENT DU TRANSFERT AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE DE LA COMPETENCE « ECLAIRAGE PUBLIC »

Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de La Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2015,

Afin d'obtenir une meilleure réactivité au profit des communes, le SDEEG peut assurer la pleine compétence en matière d'Eclairage Public tant au niveau des travaux que de l'entretien. Ce processus lui confère également la qualité d'exploitant de réseau dans le cadre de la mise en application du décret du 5 octobre 2011 dit « anti-endommagement » des réseaux.

L'organisation interne du Syndicat (bureau d'études, techniciens...) et de ses multiples références garantissent un montage sérieux des dossiers ainsi qu'un suivi des opérations sur le terrain.

Quant à la commune, elle conserve la totale maîtrise des aspects budgétaires, de la programmation des chantiers et du choix du matériel d'Eclairage Public.

Après avoir entendu l'exposé de Mme La Maire justifiant de l'intérêt de transférer au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) les prérogatives dans le domaine de l'Eclairage Public, selon les modalités techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice des compétences définies dans le document ci-joint.

Ce document, adopté par délibération du Comité Syndical, est susceptible d'être modifié au regard des marchés de travaux passés par le SDEEG et des évolutions réglementaires ; toute modification est portée à la connaissance de la commune dès sa mise en application.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés décide du renouvellement du transfert au SDEEG pendant une durée de 9 ans des prérogatives suivantes à partir du 1^{er} janvier 2020 :

- maîtrise d'ouvrage des investissements sur les installations d'éclairage public, d'éclairage des installations sportives et de mise en lumière, comprenant notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité et améliorations diverses.

- maîtrise d'œuvre des travaux d'éclairage public réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental,

- maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public,

- valorisation des Certificats d'Economies d'Energie portant sur l'éclairage public,

- exploitation et gestion du fonctionnement du réseau d'éclairage public.

Votants	10	9 + 1 pouvoir	Délibération 2019-11-69
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

DIVERS

Terrain Manos : La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle va rencontrer le propriétaire d'un terrain en vente à Manos. Elle souhaite recueillir l'avis des membres du conseil municipal sur l'opportunité ou non de préempter afin de réfléchir à une possibilité de parking.

Huguette Fossat précise qu'il y a constamment des véhicules appartenant aux habitants de Manos en stationnement le long de la RD 239 qui génèrent des problèmes de sécurité. Elle s'interroge ainsi que Romain Billot sur la possibilité pour la commune d'acquérir un terrain pour le stationnement de privés. Nul ne s'oppose à cette réflexion.

Subventions

Subvention CD33 sécurisation Les Faures : 5048 €

CD33 amendes polices sécurisation les Faures : 3434 €

CD33 Amendes de Polices Travaux Voirie 2019 : 7087€

CD33 Travaux Chaudière école : 7772 €

Voirie :

Les Faures : l'ordre de service est signé pour démarrage des travaux de sécurisation d'ici la fin de l'année
Reception des travaux 2019 avec réserves : Bel Air reprise flash + fissures / Chemin des Fours : passage chez un privé à rétablir, de même route de Millet.

Logements : le 2eme logement est loué depuis le 1/11

Eglise : les travaux ont débuté

L'association de Sauvegarde de l'Eglise propose d'aider au financement pour 3000€. Mme Ballion, architecte, nous fera des propositions d'options.

Réunion publique organisée par la mairie et l'Association de sauvegarde : jeudi 5 décembre de 18h30 à 20h à l'église. Présentation des travaux par Mme Ballion.

Salle des fêtes : les travaux sur les soubassements ont été réalisés par Pierre Casteigneau

Eclairage public : Passage en LED de l'entrée Nord : Nous avons pris un peu de retard. Le dossier est au SDEEG. Les travaux seront réalisés plutôt en janvier. Le problème de dysfonctionnement de l'horloge au Bourg a été signalé au SDEEG pour intervention.

AEP : A cause du mauvais temps les travaux de remplacement de la canalisation en fonte au Grand Chemin sont retardés. Afin de ne pas laisser un chantier « ouvert » en période de fêtes, les travaux démarreront en janvier.

Assainissement : passage ITV (camera) fait par l'entreprise Aqualis (1750€) : Romain Billot rend compte du diagnostic du passage caméra dans la canalisation assainissement sur la VC 1. La canalisation n'est pas dégradée.

Rapport Ecobat : Romain Billot informe que le bilan montre une baisse remarquable des consommations énergétiques sur les bâtiments communaux suite aux travaux entrepris : isolation des classes (plafond et menuiserie), sas de la poste, éclairage en LED...

Conflit EAU :

Notre pourvoi vient d'être admis en cassation au Conseil d'Etat

La négociation sur le prix est relancée via les avocats (commune/ SIAEPA/SUEZ)

Mur qui s'écroule : Francis Bouyssou signale l'effondrement partiel du mur le long du chemin piéton à Bergueil. Nathalie Aubin indique qu'elle va faire le nécessaire auprès de la propriétaire.


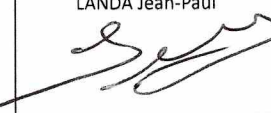
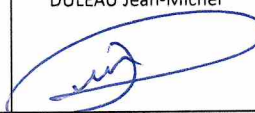

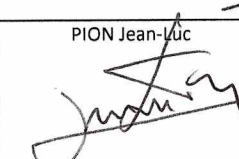
Parking école : Jean-Luc Pion signale la présence d'un énorme trou au niveau du parking de l'école. Romain Billot répond que les employés techniques ont remédié au problème ce jour même. Il n'y a plus de danger.

Personnel communal

Nuria Lalyman : Dossier de départ à la retraite en cours de validation au CDG33.

Marie Laure Plana : arrêt prolongé jusqu'au 1 décembre – demande de mi-temps thérapeutique

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 20 h 50

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul 	GODFROY Roger	DULEAU Jean-Michel 	
BILLOT Romain	BOUYOU Laure Pouvoir JP Landa 	BOUYSSOU Francis		
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia	FOSSAT Huguette	